ASSASSINS !

Toulouse, 21 septembre 2001,
Un crime industriel

Cette brochure a été élaborée à partir d'articles rédigés par des militants, militantes et sympathisants de la CNT-AIT, a propos de l'explosion de l'usine AZF à Toulouse le 21 septembre 2001.

Ces articles sont initialement parus dans l'édition Midi-Pyrénées de notre journal « Le Combat Syndicaliste ».

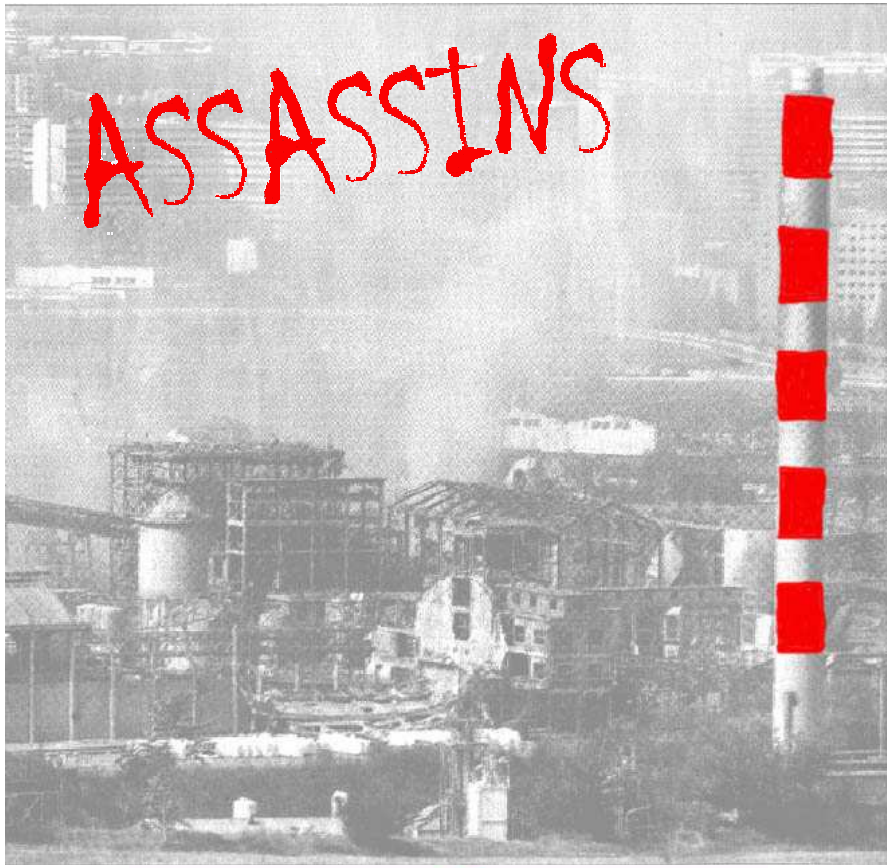
Cette édition a été revue et augmentée.

CNT-AIT

COLLECTION ACTUELLE

ASSASSINS !

Toulouse, 21 septembre 2001,
Un crime industriel



CNT-AIT

Pour recevoir un exemplaire de notre Combat Syndicaliste, envoyez vos coordonnées à

CNT-AIT
7 rue Saint Remesy
31000 Toulouse

Tel/fax : 05 61 52 86 48

http://cnt-ait-toulouse.fr

I - POURQUOI TOUS CES MORTS **p. 3**
II - TÉMOIGNAGES **p. 5**
Une journée sous la terreur p. 5
Les mots de Meli p. 9
Témoignage d'un ouvrier de la ZI Thibault p. 11
Premières manifestations p. 11
III - DEUX MOIS APRES : UN BILAN ACCABLANT **p. 14**
De la douleur, des morts et des larmes p. 14
Les pouvoirs publics : incapables de prévenir, gérer, réparer p. 19
Les pouvoirs : champions pour étouffer la révolte p. 21
"A.P.C. : la fumisterie" p. 23
Circonstance aggravante p. 23
III - UNE LUTTE LONGUE ET DIFFICILE **p. 24**
Cannibalisme économique p. 26
Un débat parfaitement verrouillé p. 27
Des manifs par tous les temps p. 27
AZF : l'art de la manipulation p. 30
Fermeture des usines de mort :
La CNT dénonce les débats truqués p. 31
Interdits de parole p. 32
IV - SIX MOIS APRÈS… **p. 33**
V - NEUF MOIS APRÈS… **p. 35**
VI - UN AN APRÈS… p. 37
Confinez-vous, qu'ils disaient p. 37
21 Septembre p. 38
AZF p. 39
VII - BREFS RAPPELS HISTORIQUES **p. 41**

I - POURQUOI TOUS CES MORTS

Pourquoi tous ces morts, tous ces blessés, toutes ces vies déchirées, ces ruines, cette fumée, ces cris, cette peur ? Qui sont les coupables ? Où sont les responsables ? Pourquoi n'a-t-on rien fait avant ? Qui avait intérêt à laisser faire cela ?

Je ne parle pas ici du "World Trade Center", ni du "Pentagone", mais du drame d'AZF à Toulouse, de l'explosion assassine de l'usine de pétrochimie de TOTAL-FINA-ELF. Les terroristes sont partout claironnent Busch, Chirac et les autres. Ils ne croient pas si bien dire. A Toulouse, les "terroristes" cachaient depuis plus de 70 ans une bombe à retardement au ras de la ville. Ils n'ont tué ni golden boy, ni trader, ni patron de start-up. Ils ont assassiné des ouvriers, des habitants, des gosses, détruit des quartiers populaires et des écoles. "Ils", ce sont les patrons successifs d'AZF, les pouvoirs publics et les élus de tous les partis, tous ces beaux parleurs qui, depuis des dizaines d'années savaient que la Grande Paroisse était une vraie bombe. Les rapports alarmants partaient aux oubliettes. Les manifestations d'opposants étaient étouffées ou diabolisées. Face à la menace de chômage ou de délocalisation vers la Pologne, les syndicats réformistes faisaient profil bas, ou, comme dans les années 80, défendaient l'indéfendable au nom du dieu Emploi.

29 morts, peut-être plus dans les jours qui viennent, des centaines de blessés, certains très graves, rendus aveugles, handicapés à vie, et pourtant nous avons échappé au pire. La SNPE (Société Nationale des Poudres et Explosifs), située à quelques dizaines de mètres d'AZF, aurait pu, elle aussi, s'embraser ou exploser. Les tonnes de produits stockés (notamment le phosgène, un gaz inodore, incolore mais mortel) auraient rayé une bonne partie Toulouse et de ses

habitants de la carte. Nous sommes tous des survivants ! Il y a en France plusieurs centaines de ces "bombes à retardement"disséminées ça et là, ou concentrées autour des pôles urbains comme à Marseille, Rouen ou Lyon.

A l'heure ou j'écris ces lignes, 4 jours après l'explosion, la situation est toujours aussi confuse et détestable. Tandis que Jospin et Chirac vont s'offrir une messe en la cathédrale St. Etienne, il règne dans les quartiers un sentiment d'abandon total, et la rage couve. Depuis 4 jours, beaucoup d'entre nous n'ont toujours pas vu l'ombre d'un médecin, d'un secouriste. Les aides arrivent au compte goutte. L'armée patrouille comme en temps de guerre non pour aider les gens mais pour surveiller les ruines, nous dit-on. Les flics tournent sans sortir de leurs voitures. Les gens manquent de tout, d'eau, de nourriture, de couvertures, de bâches. Les gosses ne vont plus à l'école et jouent entre les débris de verre. A 1 kilomètre de là, les ruines d'AZF fument toujours. Sous l'amas de béton et de ferraille demeurent encore des centaines de tonnes d'ammonitrate dont personne ne peut prévoir le devenir. Juste à côté, la SNPE dont une partie des installations a été soufflée par l'explosion, renferme des milliers de tonnes de phosgène et de matières explosives ou toxiques. Et tandis que chacun tait sa peur et sa peine, les stars du show-bizz et de la télé se donnent en spectacle humanitaire à la "Halle aux grains", ce haut lieu cultureux de la bourgeoisie Toulousaine… bien loin de l'usine et des quartiers.

Total-Fina a tout fait
pour déguiser les forfaits
de ses sinistres chimistes
accusant l'ouvrier fumiste

Libéraux et socialaux
et même les bons écolos
à la solde de l'industrie
continuent à polluer nos vies

Combien d'ONIA* faudra-t-il
pour que le peuple servile
se libère radicalement
de la dictature de l'argent ?

Dans la banlieue toulousaine
c'est de la faute à pas d'veine
l'avenir sent l'ammoniac
et on a la tête dans l'cul d'sac…

*ONIA : c'est le nom par lequel les toulousains appelaient l'usine AZF, qui date du temps où elle dépendait de l'Office National de l'Industrie de l'Azote

Version d'Igor Agar plagiée d'un tract anonyme de la manif du 25 septembre 2001 à Toulouse, lui-même plagié de la *Java des bons enfants* de l'incontournable compile situationniste *"pour en finir avec le travail"*

LA JAVAZF

Dans la banlieue d'la ville rose
y s'est passé quelque chose
y avait l'usine d'ONIA*
et maintenant elle n'est plus là

Une explosion fantastique
n'en a pas laissé une brique
on cru qu'c'était Ben-Laden
c'était l'industrie toulousaine

Tous les bons élus rappliquent
verser leur larme publique
et d'une vibrante oraison
ramener l'électeur à la raison…

L'ouvrier, le prolétaire
mêlé au cadre vulgaire
partis en fragments épars
qu'on ramasse sur un buvard

Des hautes sphères aux bas-fonds
l'étonnement est profond
on savait pas qu'le progrès
faisait des bombes avec l'engrais

était-ce bien ce qu'il fallait
pour faire vendre du cassoulet ?
saches qu'un de tes pires ennemis
prolétaire, c'est la chimie…

II - TÉMOIGNAGES

Une journée sous la terreur

10 heures 15. Castanet Tolosan (5 km de l'usine AZF). Je suis au boulot, en réunion avec trois collègues dans un bureau. Soudain, tout se met à trembler, les portes claquent, des vitres pètent. On entend un grondement sourd, qui s'amplifie. Tout le monde se regarde sans un mot. Je fonce à l'extérieur du bâtiment. Le grondement vient de Toulouse. Il finit par s'arrêter. Beaucoup de collègues sont dehors, tous regardent vers Toulouse.

Je pense à un attentat et à l'ONIA en même temps. Un copain allume la radio dans sa voiture. On se regroupe autour pour écouter. Rien… Je regarde en direction de la colline qui nous protège de l'ONIA, on ne voit rien, pas de fumée, pas de flamme. Puis les premières nouvelles tombent sur France Info : *"trois ou quatre explosions sur Toulouse - Explosions à la FNAC et l'ONIA. Panique à Toulouse, le centre ville touché ..."*. Je retourne au bureau, j'essaie de téléphoner. Rien, ça ne passe pas. Je ressors du bâtiment car j'ai la trouille qu'il s'écroule. Un collègue me lance : *"C'est AZF, La Grande Paroisse qui a sauté. Il y a un nuage toxique sur Toulouse et le Mirail"*. La radio dit tout et n'importe quoi, je n'y comprends plus rien. Attentat ? Accident ? Personne ne parle de la SNPE qui est une poudrière et un lieu de stockage de gaz mortel. Je regarde le vent. J'ai du bol, ça souffle vers Toulouse. Je pense à ma gosse, aux copains du Mirail, à tous ces gens dans la ville. Je veux en avoir le cœur net.

Je prends la voiture et je file vers Pech David, une zone verte située sur la colline juste au dessus d'AZF. Lorsque je

passe devant la fac de Rangueil, c'est le bordel le plus complet. Des centaines de gosses du lycée en face, d'étudiants, de gens de tous âges marchent en silence, le pas pressé, les uns avec un mouchoir sur le visage, les autres sans rien. Personne ne court, tout le monde marche. Les regards trahissent l'inquiétude. Les visages sont blêmes. Dans les rues, les voitures sortant de Toulouse sont à l'arrêt. J'entends les premières sirènes de voitures de flics, d'ambulances et de pompiers. En montant au pas vers la colline, je vois une flopée d'ambulances qui quittent l'hôpital de Rangueil. Elles n'y vont pas, elles le quittent. Aucune n'est vide. Elles sont toutes chargées de malades ou de blessés. L'hôpital a dû morfler. Des gens sortent à pied de l'hôpital, un masque blanc sur le visage. Une fille demande à un type en voiture de l'emmener. Mais la voiture n'avance pas et le type fait la sourde oreille. La fille se met à courir sur le trottoir. Elle va plus vite que les voitures. Je gare la voiture et je fais le reste du chemin à pied. J'ai la trouille : du gaz malgré le vent, de ce que je vais découvrir en haut de la colline.

Lorsque j'arrive enfin au belvédère de Pech David, il est 11 h 15. Je regarde AZF. Sur les trois cheminées, il n'en reste plus qu'une. Ça fume, blanc, épais et ça part sur la ville : Empalot, le Mirail, St Cyprien. Je vois aussi une fumée plus jaune dans le fond. Je regarde vers la SNPE. On dirait que ça va, il n'y a rien qui fume, les bâtiments n'ont plus de vitres, mais ils sont debout. C'est con, mais ça me rassure. Cette putain de poudrière, j'ai toujours su que c'était une bombe aux portes de la ville. Et puis il y a le phosgène, ce gaz mortel inodore et incolore. Il y a tellement de fumée autour d'AZF que l'on ne voit rien sinon des carcasses de bâtiments, des enchevêtrements de poutrelles, des hangars sans toit. J'ai la rage qui monte, et la peine aussi. Depuis le temps que l'on gueule contre cette merde aux portes de la ville, ça devait arriver. Je me souviens d'un projet d'affiche : une photo des cheminées avec, marqué en gros dessus *"AZF vous remercie de tousser en silence !"*. On était loin du compte.

mieux possible en fonction des moyens dont je dispose". Sa complicité, elle, commence quand il omet d'alerter la collectivité de son manque de moyens ou de la non-publication des rapports.

1997 : le conseil municipal autorise la SNPE à se doter d'une troisième chaîne de fabrication de phosgène.
1998 : un collectif toulousain des comités de quartier monte à Paris pour participer à un débat à l'Assemblée Nationale mais il n'est pas pris au sérieux.

Les pouvoirs publics savaient que le stock de 300 tonnes d'ammonitrates et de nitrates industriels était explosif : cela est cité dans une annexe du document de l'enquête publique qui a eu lieu en 2000 pour le projet d'extension d'ateliers. L'exploitant "oublie" ensuite ce risque d'explosion dans les mesures de protection envisagées... Le projet est accepté.

2001 : un rapport du comité hygiène et sécurité donnait l'alerte sur des risques liés au stockage et au conditionnement des produits entreposés.

Douste-Blazy s'empresse de préciser qu'avant 1982, c'était l'État qui donnait les autorisations de construire (Papus, le Mirail). C'est l'État qui permet ou non de construire ou d'étendre un site soumis à la directive SEVESO. La ville n'a qu'un rôle consultatif. N'empêche qu'aucun élu municipal n'a jamais voté contre. Le PS, courageusement, s'abstenait…

AZF fabrique des fertilisants qui ne servent qu'à polluer les sols cultivés et les nappes phréatiques pour plus de rendement à l'hectare, pendant que l'État subventionne les "jachères", ces champs qu'on ne cultive pas, pour éviter la surproduction.

La SNPE fabrique des armes. Conventionnelles et très certainement chimiques. Sinon, comment expliquer la liste impressionnante de produits toxiques, et surtout les quantités incroyables de phosgène (244.000 tonnes d'après "La Dépêche" !) qu'elle est autorisée à stocker, alors qu'elle prétend que ce gaz n'est fabriqué que pour les besoins de ses voisines AZF et Tolochimie ?

La SNPE fabrique aussi le carburant des fusées Ariane, qui envoient dans l'espace des sommes colossales en fonction d'objectifs essentiellement militaires, pendant que des millions d'êtres humains, pillés par les pays occidentaux, crèvent de faim.

Je retourne vers la voiture et je tente de redescendre vers Toulouse. Tout est bloqué. Les gens sont pris au piège dans leurs voitures, aux arrêts de bus. J'allume la radio. Ils racontent toujours tout et n'importe quoi, mais sur la SNPE, pas un mot, sur le Mirail pas un mot, sur Empalot, pas un mot. Putains de journalistes. Sur le trottoir, je vois deux petits vieux une valise dans chaque main qui se hâtent en peinant vers la gare. Je les prends en voiture. Le papy pleure. La mamie se tait. On est à St Michel, je laisse la voiture, on ne peut plus avancer. Je laisse papy et mamie partir vers la gare et je pars à pied vers la route de Seysses chez un pote qui habite à moins de 800m de cette merde fumante. Il est 12 heures. Partout des gens qui marchent, un foulard sur le visage ou le regard perdu. C'est vrai, maintenant ça me pique les yeux et la gorge. La trouille revient, mais je me dis "trop tard".

Sur le pont de la Garonne, il y a une ribambelle de voitures de pompiers, sans blessés. Ils auscultent la Garonne, ça promet. Ça et là, des vitrines brisées, des panneaux arrachés, des volets tordus. Surtout, ça grouille de flics et de pompiers. Les camions rouges passent par des routes dégagées et contrôlées par la police municipale. Soudain une horde de grosses bagnoles grises se pointe dans la rue toutes sirènes hurlantes. Ça s'arrête devant un lycée complètement dévasté, et une horde de barbouzes en costard surgit des bagnoles et écarte tout le monde. Je jette un œil, c'est Jospin qui fait sa campagne électorale en visitant les décombres. Quand j'arrive enfin vers chez mon pote, route de Seysses, on dirait qu'il y a la guerre. Les maisons sont comme déchiquetées de l'intérieur. Les murs tiennent debout mais les toits, les fenêtres, les portes, tout est tordu, troué, arraché. On dirait un bombardement. Les gens sont sur le trottoir. Ils se parlent entre voisins à voix basse et s'entraident. Mon pote est là assis dans le salon en short et en marcel. Je cherche une connerie à dire : *"Salut ! Alors, le capitalisme se fissure ?" - "Le capitalisme, peut être ! Mais la baraque de mes vieux, c'est sûr, regarde !"*. Tout est broyé.

Les plafonds tombés, plus de porte ni de fenêtre. Un bordel indescriptible. Quand ça a pété, il n'était pas là, il rentrait de courses. Il a tout de suite compris que c'était cette putain d'usine. Son père lui disait que son grand-père avant la guerre s'était battu avec les maraîchers pour sa fermeture. On pioche dans le frigo. Il n'a besoin de rien, il va aider la voisine à ramasser le verre cassé. J'ai peur de déranger. Je file chez Boris au Mirail. Par terre, c'est plein de suie noire et ocre. Sur un capot de voiture couverte de suie, quelqu'un a écrit du bout du doigt "BAGDAD".

Ça pique encore plus la gorge. Je croise Karim. Il me dit que chez lui c'est le carnage. Sa sœur vient d'emmener sa mère à l'hôpital. Elle a des éclats de verre plein la tronche. Lui, il va voir *"cette saloperie"*. *"T'en veux une toute fraîche ?"* me dit il. *"Il y a 5 minutes, j'ai croisé un keuf. Quand je lui ai demandé ce que c'était, il m'a répondu : Vous devez le savoir, VOUS !"* ce connard de schmit.

Je laisse Karim et je continue vers la Reynerie. Il est 14 heures 30. Les gens regroupés sur la pelouse en groupes, en grappes. Hommes, femmes, enfants. On parle, on grogne, on se réconforte, on s'aide à porter des sacs, à ramasser du verre au pied des immeubles. Et pas une ambulance, pas une voiture de pompier. Juste une bagnole de la police municipale qui passe au loin au ralenti. Au nouveau commissariat, les keufs sont planqués derrière leurs grilles. Les salauds. Ici, on peut crever la gueule ouverte. Les immeubles sont comme cabossés. Ici, c'est comme ailleurs, plus de fenêtre, les parois des murs tombés ou fissurés, les cages d'ascenseurs défoncées. Je monte chez Boris. Il est sur ce qui lui reste de balcon et il fume un clope en regardant fumer l'usine. *"Tu veux un coup de main ?"*. On range un peu le bordel. Va en falloir des sacs, vu ce qu'on accumule dans un coin de la pièce. Il y a des bouts de verre plantés dans les murs. Lui, il était dans la pièce à côté, il n'a rien sauf ce putain de goût dans la bouche. Il n'ose pas se servir de l'eau du robinet.

A 17 heures, on craque. Coups de fil sur son portable,

VII - BREFS RAPPELS HISTORIQUES

AZF, ex-APC, ex-ONIA, fait partie de la Grande Paroisse, filiale d'Atofina, la branche chimie du groupe TotalFinaElf. Grande Paroisse est le premier producteur de fertilisants en France.

La SNPE produit entre autres du phosgène (gaz inodore et mortel) pour ses deux seuls clients : AZF et Tolochimie. La production se fait soi-disant à "flux tendu", mais 40 containers d'une tonne sont présents sur le site, un pipe-line alimentant Tolochimie. En Europe, deux sites seulement produisent ce gaz : Toulouse et une entreprise en Allemagne.

Tolochimie appartient à la SNPE, qui l'a rachetée en 1996 à Rhône-Poulenc. Il emploie et stocke du phosgène, de l'acide nitrique et des substances classées "toxiques" et "très toxiques".

1975 : des plantes crèvent dans les jardins de la route des Etroits. Les analyses montrent de fortes concentrations en nitrates et en chlore.
1986 : une fuite de chlore est détectée après la rupture d'une soupape.
1990 : une fine couche blanche s'est déposée sur tout un quartier. De nombreuses plantes sont brûlées. Les voitures, dont la peinture a souffert, sont gracieusement repeintes par l'entreprise contre le silence des habitants.
1998 : une fuite d'ammoniac liquide se produit au niveau d'une canalisation. Environ 10 tonnes d'ammoniac s'échappent dans l'atmosphère. Dans l'usine, l'activité continue normalement. Ce sont les habitants qui préviennent les pompiers.
1999 : les rejets d'acide chlorhydrique et de carbone volatile passent au dessus des limites autorisées. Un PV est dressé contre l'industriel.
2001 : en février, la SNPE rejetait dans la Garonne des doses de matières toxiques au dessus des normes autorisées.

Dans l'histoire de la SNPE, on a répertorié 103 cas de contamination au phosgène. Par ailleurs, on retrouve régulièrement sur le site des explosifs de la deuxième guerre mondiale.

Les rapports dressés par la DRIRE (l'administration chargée de la surveillance industrielle et de la sécurité), pointant les risques ou les dysfonctionnements des usines, ont toujours fini aux oubliettes. Son directeur affirme : "Ma responsabilité vis-à-vis de la collectivité, c'est de faire le

des syndicats réformards à la solde du patronat et du capital.
L'Etat, exploiteur de la SNPE, fabrique mortifère.
L'Etat à qui nous laissons le droit d'assassiner où il veut, quand il veut.
L'Etat qui s'organise une commémoration avec la complicité d'associations, quelques gerbes de fleurs, des discours, un Houste pleurnichard (le même qui voulait s'enchaîner aux grilles de l'usine pour empêcher tout redémarrage). De la musique pour nous endormir, des C.R.S. pour empêcher le peuple de s'exprimer (destruction d'une banderole où des gens conscients avaient écrit "SNPE : bombe chimique. Douste, État, industriels responsables et coupables"). Et "Plus jamais ça ni ici ni ailleurs", qui s'était entendu avec les autorités, qui avait négocié le trajet et l'heure de la manif., pour que celle-ci ait lieu une fois les cérémonies officielles terminées. N'étant en cela que des complices du pouvoir capitaliste, des intrigants politiciens jouant le rôle que l'Etat vous concède et ne faisant qu'ajouter à l'ignominie subie par les populations sinistrées. Demain vous sortirez dans la rue avec des banderoles pour protester contre une guerre ou telle autre merde produite par le système, alors qu'ici même vous vous êtes évertués à récupérer la révolte au seul but habituel d'obtenir des strapontins dans les sombres arcanes du pouvoir.

Peu vous chaut que des usines fabriquent de l'armement, développent des technologies de massacre de populations ici ou ailleurs. Sachez pour finir, que non seulement pour moi, mais aussi sûrement pour pas mal de laissés pour compte, vous n'avez droit qu'à une seule déclinaison : vous êtes des ennemis de la classe ouvrière, de ceux qui subissent, des ennemis du peuple !

Le débat de fond sur la fermeture des usines, on n'en parle plus. Passé à la trappe. Le massacre de populations entières est commenté au même titre qu'un banal fait divers.

Serons-nous parmi, et combien serons-nous la prochaine fois, victimes sacrifiées sur l'autel du profit capitaliste ?

ça passe. Les copains vont bien, sa mère est rassurée. Ma fille et sa maman vont bien. Moi aussi, je suis rassuré. Avec les copains, on a rendez-vous à 19 heures au local pour faire le point. On y va à pied. Les gens sont plus calmes. Presque plus personne ne met un mouchoir devant son nez. Plus on se rapproche du coin de l'ONIA, plus il y a de flics. On croise même deux cars de CRS qui se garent discrètement dans une petite rue. Impossible d'approcher, même à pied. Le pouvoir a de nouveau la situation en main. C'est le balai des ambulances, des pompiers, des croix rouges, des protections civiles. Le Mirail ne doit pas être sur leur carte à tous ceux-là. On passe devant une agence du Crédit Populaire… Éventrée… On sourit et on continue la route. Il y a moins de gens dans les rues. Ça parle peu, ou ça parle bas. Avec Boris, on ne parle pas. On marche, on marche. Arrivés au local, on retrouve les copains. Personne n'a rien, sauf Raymond, qui a pris des éclats de verre. Mais des copains ont leur appartement éventré. Celui dans lequel on fait "Le Combat Syndicaliste" n'a pas échappé au massacre. Bon, c'est que du matériel. On s'en tire bien… pour le moment.

En quittant le local vers 23 heures 30, j'entends un moteur au dessus de ma tête. C'est un hélicoptère de flics avec un gros projecteur pointé vers les rues, pour veiller sur les boutiques éventrées des commerçants toulousains. La gorge ne me pique plus, mais j'ai un drôle de goût dans la bouche.

Les mots de Meli

Mardi 25 Septembre lors d'une première manifestation contre AZF et ses complices. Elle avait hurlé sa rage au mégaphone, puis elle avait cogné, cogné contre la porte close du Capitole. Elle habite Empalot, et elle voulait que chacun sache que 5 jours après le drame, des gens dormaient dans la rue. Elle voulait voir le maire ou le préfet pour qu'ils s'oc-

cupent enfin des victimes des quartiers. "On n'est pas à la Côte Pavée, nous ! On est d'Empalot, on compte pour rien".

On s'est revu le lendemain avec Méli. Elle m'a montré un grand cahier. Depuis ce Vendredi de peur, elle y note tout : ses rages, ses impressions, la liste des pétitionnaires de l'immeuble, les projets de revendications, les adresses utiles pour les secours ou celles des voisins en détresse. Elle a bien voulu que je pioche dans tous ces mots pour les mettre en page. Alors, voici quelques extraits des notes de Meli entre le 21 et le 29 septembre 2001.

"Sujet délicat. Trop de douleurs sont muettes. Il était une fois… Toutes les belles histoires commencent comme ça, alors, il était une fois une vie, un regard sur Empalot. Aveuglée par les larmes, je croyais ne rien voir, mais ma force m'a tenue un langage sans parole. On ne voit bien qu'avec le cœur, le cœur parce qu'à force de vivre les peines, les joies, les rêves et les désillusions amassées comme l'écume. Alors les vies animées par la foi d'un idéal se battent jusqu'à ce que la vérité éclate… Qu'est ce que cohabiter, si ce n'est vivre en harmonie… Les cellules de crise comme vous les appelez n'ont été mises en place que 3 jours après. On s'interroge… Les jours s'enchaînent et personne ne s'occupe de nos réels problèmes… Nous avons été délaissés par vous les politiques, tellement de sang innocent versé et le monde ne bouge pas… Vous, les politiques, si vous croyez tout savoir de nous mêmes et de nos envies, tout connaître sur nos quartiers défavorisés comme vous nous appelez... Je veux simplement vous parler de nous, de nos vies, de la façon dont vous pourriez la transformer, faire en sorte que nos souhaits se réalisent, et que vous sachiez adapter vos esprits à nos désirs, aux conditions mêmes de la vie. Nous avons perdu à jamais la clé de nos vies… Pas de secours, les habitants, les handicapés n'ont vu personne".

Et puis quelques pages après, il y la liste des revendications décidées par une cinquantaine d'habitants du quartier : "Loger en priorité dans les appartements vides du quartier les gens qui sont à la rue.

Le réveil ! Qu'elle heure est-il ? 9 heures !
Ce n'était donc qu'un cauchemar ?
Le 21 sept... cauchemar... 21... 2002, mince, encore à la bourre, habillons-nous et pressons-nous.
Il y a "commémo" par l'establishment !
Aujourd'hui.

AZF

Plus d'un an après cette terrible journée du 21 septembre qui a frappé et meurtri une bonne partie de la population de la zone la plus proche de l'usine, tout est mis en place pour nous faire oublier et nous habituer à vivre avec le risque aux portes des cités.

L'État, Total et toute la clique des rapaces du profit à n'importe quel prix (que valent nos vies ? Rien dans leurs calculs spéculateurs), par presse écrite, radio et télé corrompues, asservies, nous serinent petit à petit, quotidiennement, de façon insidieuse, et nous préparent au redémarrage total de Tolochimie et SNPE .

Le groupe SNPE, entreprise publique créée en 1971, travaille dans les domaines de la "chimie fine" et des "matériaux énergétiques". Entendez par ceci : poudres et explosifs, dont une partie bien évidemment réservée à la production militaire : munitions pour petits et moyens calibres, munitions pour chars et artilleries, explosifs pour missiles, bombes et mines. Plus d'un an après, les victimes, dont on ne peut avoir le chiffre exact, sont toujours dans les difficultés. Handicapées à vie, devant faire des démarches inadmissibles pour faire valoir leurs droits à réparation, devant faire l'avance de sommes d'argent pour pouvoir obtenir un fauteuil roulant. Enfants atteints de surdité pour la plupart irréversible, qu'il faut équiper de prothèses auditives dont personne ne veut assurer le paiement. Merci TOTAL profit, merci L'ETAT. Avec du chariti-buziness, on endort le reste de la population. Un passage à TV-merde pour tirer la larme à l'œil, un p'tit coup de "mettez la main à la poche, soyez solidaires", le tout orchestré par des animateurs aussi ringards que serviteurs serviles du pouvoir, et qui une fois le spectacle terminé iront faire bombance avec la guirlande de vedettes venues participer à l'imposture médiatique.

Tout est bon pour dédouaner les véritables coupables.

Total qui tue ici et qui massacre en Birmanie. Total qui dégueule sa merde noire sur les plages, détruisant faunes et flores. Total qui joue avec la vie des travailleurs. Montant les ouvriers contre la population, avec l'aide

une partie de la population pour les profits discutables de certaines entreprises ?

A Toulouse comme ailleurs, le confinement est une absurdité proposée par les services de l'état et les industriels pour faire accepter l'inadmissible : la mort d'une population pour raisons économiques.

21 Septembre

Des corps carbonisés, déchiquetés.
Au plus près de l'épicentre de l'explosion.
La Garonne dont les eaux blanc-jaunâtres charrient des poissons crevés mêlés à des restes de ce qui était des corps humains.
La ville dans un silence inhumain.
Aucun bruit de sirène hurlante. Plus aucun signe de vie au delà de la métropole. Une ville rayée de la carte. Et dans le ciel, telle l'hydre capitaliste contemplant son oeuvre, le nuage mortel, stagnant et rayonnant de toute sa puissance dévastatrice. A "Radio-interville", ils annonçaient qu'une catastrophe, due à une explosion d'une ampleur jusqu'à ce jour inégalée, venait de détruire notre ville. Qu'il ne serait pas possible d'aller voir sur place avant quelques heures, voire quelques jours ! Ce qui sous-entendait "on ne sait pas trop jusqu'où il y a un risque pour le reste de la population. Tant pis pour les peut-être quelques survivants, mais ne prenons pas de risques inconsidérés."
De quoi vous faire prendre conscience que nous ne sommes finalement que de la chair à nourrir le capital. Je revois défiler des tas d'images s'entrechoquant pèle mêle, l'explosion du 21 septembre 2001, les mensonges, la résignation orchestrée par les politiciens et les réformistes de tout horizon montés au créneau pour la défense du système, les ouvriers de l'usine revendiquant de re-travailler à leur propre mort, aidés par les syndicats garants-de-la-paix-sociale.
La colère des riverains, les magouilles des assurances, la colère de ceux qui habitent dans les cités pourries qui bordent l'usine et vivent dans la pollution quotidienne, les quelques compagnons avec qui nous luttions pour une autre société en dénonçant les raisons d'être de l'usine, la mort exportée sur d'autres terres contre un salaire pour pouvoir consommer comme le voisin, les besoins créés par le système avec le risque d'être les premiers à en crever s'il y avait un jour un grave problème. Si nous avions su dire non, non nous n'en voulons pas de vos usines de m..., peut-être que...
Biiiiipppp !

- Non paiement ou réduction des loyers jusqu'à ce que les réparations soient faites.
- Idem pour l'EDF. Nous sommes obligés de chauffer beaucoup plus, et l'hiver arrive. Ce n'est pas à nous de payer.
- Ceux qui veulent évacuer et être relogés doivent être pris en considération en priorité et relogés dans de vrais appartements.
- Des produits frais, viande, légumes, et repas chauds.
- Reprise des écoles, des collèges, des crèches dans le quartier et dans des conditions décentes (non dispatchés).
- Fermeture définitive du complexe AZF, Poudrerie, Tolochimie. Il ne faut pas que ça recommence.”

Mercredi (6 jours après l'explosion), les habitants du quartier ont enfin rencontré Simon le chef des socialos Toulousains, et lui ont dit ce qu'ils avaient sur le cœur. Ils ont obtenu que l'épicerie du coin soit réquisitionnée.

Le lendemain, le conseil général et la mairie installaient des tentes et dépêchaient sur place la croix rouge et la sécurité civile.

Témoignage d’un ouvrier de la ZI Thibault

“Je travaille dans la Z.I. Thibault près de chez AZF. A 10 h15, nous avons entendu l'explosion et la terre a tremblé. Puis le panache de fumée s'est approché de nous avant d'être chassé par le vent d'Autan. Nous avons ramassé les gravats puis nous avons continué à travailler. Aucune consigne d'évacuation n'a été donnée. A 14h30, la deuxième équipe a pris la relève avec une heure de retard à cause des embouteillages, comme si de rien n'était, et malgré les risques encourus. Pendant les massacres, le profit continue.”

Premières manifestations

Mardi 24 Septembre, 18 heures, après un violent orage, les toulousains convergent vers la place du Capitole. Ils ont ap-

pris qu'il y avait un rassemblement. Pour beaucoup, c'est leur première manifestation. Nous y sommes également. La place est silencieuse, les médias guettent les notables. On attend.

Plusieurs milliers de personnes sont là. Il n'y a pas les syndicats. Il n'y a pas les élus. Les grands partis sont absents en tant que tels. Ils ont honte. Mais ils ont leur joker : la LCR, bien visible avec d'énormes drapeaux, regroupe les vestiges du pouvoir. Elle est le dernier rempart des responsables patronaux et politiques dont certains craignent maintenant la colère de la population. Devant la mairie aucun CRS. Profil bas pour l'État .

Minute de silence, lourde, très lourde, des pleurs sont contenus, la rage monte.

D'un mégaphone une voix s'élève. Un militant de la CNT-AIT rompt le silence. Il appelle à la prise de parole, à ce que s'expriment les anonymes, les victimes, les oubliés de toujours. La voix traverse la place, remplie par des milliers de personnes. Silence encore. Des gens font cercle et s'approchent. Dites qu'il ne faut plus voter, dit l'un, de porter plainte contre Totatelfina dit l'autre. Mais ils n'osent pas encore s'exprimer directement. Enfin, une femme prend notre mégaphone, ce n'est pas une militante, elle n'a jamais manifesté, elle ne sait pas comment faire, mais elle va parler à 5.000 personnes et exprimer son besoin d'action. Les manifestants l'applaudissent. Ils vont parler, ils veulent agir.

Un cortège se forme vers la préfecture. Nous refusons de parler aux journalistes. mais les gens qui sont avec nous n'ont pas cette prévention. C'est l'état qui est responsable, disent-ils, ce sont les politiques et les financiers qui nous assassinent ! Voilà les propos que les médias enregistrent, et qui ne seront reproduits que très, vraiment très partiellement sur la deuxième chaîne de télévision

VI - UN AN APRÈS...

Confinez-vous, qu'ils disaient

Si les industries classées SEVESO, comme la SNPE, restent sur le site chimique, les toulousains devront apprendre à se protéger, disent industriels et pouvoirs publics.

Dans ce cas les toulousains devront faire confiance aux industriels et aux services de l'état pour assurer leur sécurité. L'accident du 21 septembre est là pour rappeler ce que vaut cette "garantie" et ces "engagements" !La seule mesure qu'ils envisagent en cas de dégagements toxiques est le confinement ! Avez-vous pensé à "l'efficacité" de cette protection ? Si le dégagement est accompagné d'une explosion, tous ceux qui ont eu leur appartement ou leur lieu de travail soufflé savent déjà qu'ils ne pourront pas se confiner. Et même sans explosion ... Imaginez une fuite de chlore, d'ammoniac et encore plus de phosgène. Les gaz pourront s'étendre à des kilomètres à la ronde (le 21 septembre, une partie du Gers a dû se confiner par mesure de précaution)... Vous entendrez ou pas les sirènes d'alarme, vous serez au travail, aux courses, chez vous, ... vous circulerez à pied, à vélo, en voiture ou en bus. Que ferez-vous ?

Au signal de la sirène, toute personne devra se calfeutrer chez elle, en bouchant toutes les issues avec du scotch, des chiffons humides, et en bloquant les ventilations (impossible dans certains immeubles). Imaginez les milliers de personnes dans les rues, quittant voitures et bus, courant dans tous les sens pour trouver un abri. Imaginez les habitants calfeutrés dans leur maison ne pouvant pas ouvrir à ceux qui frappent à leur porte pour ne pas faire entrer les gaz toxiques. Imaginez les parents affolés courant vers les écoles pour retrouver leurs enfants. Pour respecter les consignes et protéger leurs élèves les enseignants devront laisser les parents suffoquer aux portes des établissements scolaires. Pendant ce temps, la panique aura envahi les grandes surfaces, les cinémas, les facultés, les stations du métro, les rocades où le confinement sera impossible.

Accepter les usines à risque dans une ville, c'est avoir à se confiner un jour, c'est-à-dire accepter de ne pas porter assistance aux personnes en danger qui seront à l'extérieur ou accepter d'être sacrifié si vous êtes à l'extérieur. Que ferez-vous ? La conscience humaine peut-elle accepter de sacrifier

que s'est trouvé confronté à des dirigeants d'AZF et de la SNPE. Des représentants syndicaux représentés par leurs patrons ? Curieux, non ? Autre exemple, le 21 mars, six mois jour pour jour après la catastrophe, des salariés de la chimie et de l'armement, venus de toute la région, manifestaient, certainement avec la bénédiction de leurs patrons, puisqu'ils avaient pu emprunter à leurs entreprises, sans encombre, les tractopelles et les camions. Information non vérifiée mais sur laquelle nous serions preneurs de confirmation ou d'infirmation : on dit que la journée de manifestation à été payée aux manifestants.

De multiples agressions contre les victimes

Dans ce triste dossier d'ailleurs, d'autres dérapages ont été enregistrés. A plusieurs reprises, des victimes d'AZF ont été agressées. Exemple : le 19 mars 2002, des membres de PJCNINA, en délégation pacifique au siège d'AZF pour demander l'accélération des dossiers d'indemnisation, se sont faits agressés physiquement à la sortie par des gros bras. Le 21 septembre au matin, ce sont des riverains, membres de l'association AVPRI, qui sont agressés physiquement alors qu'ils posaient en bordure de route des silhouettes de carton rappelant les morts de la catastrophe. L'un d'eux est poursuivi jusque dans son jardin par ses agresseurs. Des commerçants ont été menacés s'ils ne retiraient pas de leur magasin les affiches appelant à la fermeture du pôle chimique, ceux qui ont résisté aux menaces, dans le quartier St Cyprien, ont eu leur vitrine barbouillée de peinture... On se demande qui a tellement intérêt à imposer le silence aux opposants à la réouverture du pôle chimique, qu'il ne recule devant aucun moyen...

Mais revenons-en aux camarades syndiqués. Aujourd'hui, devant les premières mises en accusation de lampistes, ils s'insurgent : *"Ce ne sont pas les salariés qui réfléchissent à l'organisation du travail Ce sont donc le PDG et les actionnaires qui sont les seuls responsables"* clame à qui veut l'entendre Gisèle vidallet pour la CGT. Ah, bon, finalement, il y aurait donc des responsables ? Et la CFDT d'en rajouter une couche avec innocence *"Quelle que soit la faute commise, un salarié ne fait qu'obéir au patron"*. Re-ah bon, en plus, il y aurait eu des fautes commises ? C'est que, après avoir laissé se propager la thèse de l'acte malveillant (c'est-à-dire de l'attentat), les dirigeants de TotalFinaElf, pas fous, voyant que cette thèse imbécile est réduite en poussière par l'enquête, changent leur fusil d'épaule. Ont voit se profiler leur nouvelle ligne de défense : les dirigeants n'étaient au courant de rien, ce sont des ouvriers qui ont mal appliqué les consignes de sécurité, ce sont donc eux les responsables. Et le tour sera joué. Et les camarades syndiqués, lâchés par leur patron pour lequel ils ont tant oeuvré, commencent à se retrouver gros jean comme devant.

Devant la préfecture, pas un CRS, pas un gendarme. Mais la LCR, discrètement mais fermement appuyée par les politicards d'autres obédiences, fait son travail. "La manifestation est dissoute", dit un haut parleur. "Qui l'a décidé ?" demande quelqu'un. Cette nuit-là, les 5000 manifestants auraient pu entrer pacifiquement dans l'édifice et l'occuper, faire entendre nos revendications au monde entier. Après ce que nous venions de subir et ce que nous subissons depuis tous les jours, auraient-ils osé nous matraquer ?

Les politiciens plient bagage, le gros des manifestants avec. 500 personnes restent avec nous, ce sont les délégations des quartiers dévastés. Car beaucoup n'ont pu venir : ils sont occupés à panser leurs plaies, à pallier aux défaillances de la solidarité nationale. Cette nuit encore certains dormiront dans des caves, à l'air libre ou vont veiller à l'hôpital des centaines de blessés. Ils vont le crier dans le mégaphone de la CNT-AIT, encore et encore, devant les portes de la préfecture, sans cesse ils vont fustiger les pouvoirs publics… Enfin, 2 à 300 personnes repartiront en cortège vers la mairie à 21h. Pour aujourd'hui c'est fini. On se donne des numéros de téléphone et on appelle à une autre manifestation pour samedi qui vient.

III - DEUX MOIS APRES : UN BILAN ACCABLANT

De la douleur, des morts et des larmes

Par son ampleur et ses répercussions, l'explosion d'AZF se classe parmi les pires catastrophes survenues en France depuis la dernière guerre. Les pouvoirs publics n'ont pas osé en publier un bilan précis et détaillé. Ainsi, le nombre exact de personnes blessées ou traumatisées sur le plan psychologique reste soigneusement caché. Suivant les sources semi-officielles (assureurs...), on parle de 3, 4, 5 000 personnes ou encore plus ; admirez la précision !

Parmi les certitudes que l'on peut avoir, c'est tout d'abord qu'au moins trente et une personnes ont été assassinées par cette explosion (30 dans les premiers jours, une par la suite). Agées de 22 à 93 ans, elles étaient soit des salariés travaillant sur le site d'AZF ou aux alentours, soit de simples voisins : lycéens, paisibles retraités, ... Plusieurs d'entre les victimes étaient des précaires, quatre au moins étaient des immigrés (alors qu'une odieuse campagne de calomnie a désigné les immigrés comme coupables), beaucoup de tués laissent des orphelins (huit enfants dans une famille).

Autre certitude : des dizaines de personnes ont été gravement blessées. Alors que rien ne l'empêcherait (pas même le secret médical, en rendant les informations anonymes) aucune liste des principales blessures n'a été publiée. Malgré la discrétion intéressée des pouvoirs publics, nous n'avons eu aucun mal à retrouver les cas de plusieurs personnes affreusement mutilées, rendues paralysées, aveugles (après énucléation chirurgicale), défigurées, sourdes, ou, qui, à la suite d'un coma, ont un lourd traitement anti-épileptique à vie ... Ces mutilations, souvent impressionnantes, touchent aussi bien des bébés que

fié un rempart juridique pour protéger les PDG ... qui sont tout à faits capables de se protéger eux mêmes pourtant ! En effet, *"ces sociétés* (comme TotalFinaElf) *ont la spécialité de cloisonner leurs affaires"*. Un exemple ? *"Les marées noires. Dans ces cas là, le bateau est toujours sous la responsabilité d'une société indépendante, ce qui rend les investigations très délicates"*. Pour en revenir à Toulouse, *"Il y a tout de même un certain nombre d'écrans avant d'en arriver au PDG. Car avant TotalFinaElf il y a Isochem, et avant Isochem, il y a Grande Paroisse"*. Bref, entre la loi de la gauche plurielle (loi Guigou), le cloisonnement systématique et les écrans, c'est pas demain que le patron de TotalFinaElf sera inquiété. Petite remarque, ces propos très pertinents sur le cloisonnement, les sociétés indépendantes et les écrans ne sont pas tenus par de dangereux anarchosyndicalistes mais par ... le procureur de la république. Bref, l'appareil d'état qu'il représente est tout à fait au courant de ces pratiques. Mais, c'est pas pour ça que cela va changer, faites-leur confiance ! Aussi, vous ne serez pas étonnés d'apprendre qu'au jour ou ces lignes sont écrites, ce sont surtout des lampistes qui sont mis en examen, plus le directeur du site de Toulouse. Lequel, avec ses proches collaborateurs, a choisi de ne pas donner d'explication au cours de sa garde à vue. Il avait été beaucoup plus loquace au début, affirmant, péremptoire, après l'explosion *"qu'aucun des employés d'AZF n'avait fait la moindre erreur de manipulation"*. Le silence étourdissant des responsables du site toulousain donne aujourd'hui une idée assez claire de la *"transparence"* d'AZF. Rappelons qu'à La Mède (autre fleuron de Total, explosé en 92), c'est dans une décharge que les enquêteurs avaient du aller fouiller pour retrouver d'importants documents. Transparence, quand tu nous tiens... En tout cas, si l'on en juge par le ballet d'avocats parisiens venus défendre les mis en examen de Toulouse, la procédure s'annonce des plus longues (mais au fait, où en est-on du procès de l'Erika ?).

Quand aux "camarades syndiqués" (CGT, SUD, CFDT...) ils commencent à sentir, mais un peu tard, qu'ils se sont jetés dans la gueule du loup. Au début, tout feu tout flamme (si l'on ose écrire), "aveuglés" par leur credo de *"défense de l'emploi"*, ils ont défendu avec une totale vigueur la thèse patronale (*"aucune erreur, aucune faute, l'usine était sûre"*), laissant de ce fait lourdement sous entendre qu'il s'agissait d'un attentat. Ce qui explique qu'ils n'aient pas défendu la mémoire du salarié intérimaire assassiné par l'explosion et ignoblement accusé à tort.

Nous ne sommes pas les seuls à avoir cette impression que les syndicats ont parlé d'une seule et même voix avec leur patron. Ainsi, le collectif PJCNINA (Plus jamais ça, ni ici ni ailleurs), invité en décembre par la radio M'Toulouse pour débattre avec les représentants des salariés du pôle chimi-

V - NEUF MOIS APRÈS...

DCCNa + Nitrate = EXPLOSION

Alors que les travaux de reconstruction sont loin d'être achevés, le film des événements, a été reconstitué par les experts. Comme beaucoup de catastrophes industrielles, l'explosion d'AZF est la conséquence d'une chaîne d'incidents, qui, sur le papier, ne pouvaient pas se produire. Le 21 septembre 2001 au matin, un GRVS (Grand Récipient Vrac Solide, c'est-à-dire une sorte de grand sac en jargon AZF), provenant de la zone sud de l'usine (exactement du bâtiment ACD 335) s'éventre au cours d'une manipulation. Ce GRVS contenait du dichloroisocyanurate de sodium (DCCNa), un dérivé chloré servant à l'entretien des piscines. 500 kg s'en échappent. Ils sont pelletés et mis dans un autre GRVS qui quitte alors la zone sud (qui, toujours en langage AZF ; était sensée être "étanche", c'est-à-dire ne pas communiquer avec les autres zones) et finit sa course dans l'entrepôt 221.

A noter, et ceci explique peut-être cela, que d'une part les GRVS, lavés et réutilisés, ne sont pas nécessairement bien identifiés, et que d'autre part, de nombreux personnels intérimaires travaillent sur le site (souvent aux tâches les plus "sales", d'élimination des déchets) et ne peuvent avoir qu'une connaissance très superficielle de l'organisation de l'usine et des règles de sécurité. L'entrepôt 221 contenait 300 à 350 tonnes de nitrates déclassés et stockés en vrac (le contenu exact de cet entrepôt, après huit mois d'enquêtes par plusieurs organismes reste encore inconnu). Un quart d'heure après avoir reçu la demi-tonne de DCCNa, l'entrepôt 221 explose, et avec lui une bonne partie de la ville.

Le mélange DCCNa + nitrates est particulièrement dangereux. Chaque fois qu'il a été reconstitué en laboratoire, le résultat a été le même : une violente explosion.

Le PDG peut dormir sur ses deux oreilles

Aujourd'hui, on sait donc ce qui s'est passé. Mais alors, que fait la justice, direz-vous ? Certes, une information judiciaire pour *"homicides et blessures involontaires et destruction et détérioration de bien d'autrui par violation manifestement délibérée d'une obligation particulière de sécurité ou de prudence imposée par la loi"* a été ouverte. Mais, elle ne remontera pas très haut, car comme l'écrit "La Dépêche" : *"Seule certitude, la nouvelle loi Guigou de juillet 2000 qui limite la responsabilité pénale dans ce genre de dossier ne devrait pas permettre à la justice de remonter à la tête de TotalFinaElf"*. Merci encore une fois aux députés socialistes qui ont savamment édi-

des adultes. Elles ont été particulièrement fréquentes chez les habitants des quartiers les plus proches (Oustalous, Route d'Espagne ...).

Enfin, plusieurs milliers de personnes ont subi des lésions moindres (ne mettant pas en jeu leur vie) mais parfois douloureuses ou inesthétiques (des jeunes -garçons ou filles- qui se retrouvent avec le visage balafré) et surtout un important traumatisme psychologique. Beaucoup cumulent : une lectrice s'est retrouvée avec l'oreille à moitié arrachée, une surdité, des vertiges et un traumatisme cervical. Comme nous le disions au début de cet article, aucune évaluation sérieuse n'a été fournie. Ici aussi, c'est le flou complet. La vie des blessés se passe en consultations de spécialistes, de kiné, de soins infirmiers, d'experts pour les assurances... De plus, les traumatismes psychologiques entraînent des conséquences à moyen et long terme. Sur ce plan aussi, nous avons été informés que de nombreuses victimes de l'explosion faisaient maintenant de la dépression, étaient sous calmants, avaient fait des tentatives de suicide ou encore avaient eu des accidents.

Comme un bombardement

Sur le plan matériel, le plus voyant, ce sont bien sûr les bâtiments. Deux mois après, le site d'AZF est dans un état piteux. II suffit de passer sur la rocade, qui le surplombe partiellement, pour s'en convaincre. Sur toute sa longueur, l'impression est celle d'un bombardement à feu roulant. Les constructions industrielles sont réduites à l'état de carcasses. Des tonnes de détritus, vaguement en tas, jonchent le sol. Les bâtiments autour de l'usine (maisons, bureaux d'EDF-GDF,...) sont crevés dans tous les sens, plus ou moins bouchés par d'immenses bâches bleues. La grande surface d'électroménager est un tas de ferraille. Les bus de la SEMVAT, (tous ceux qui étaient au dépôt, près du site ont été détruits ou endommagés) ne couvrent toujours pas la totalité du réseau (toujours pas de 1, 11 46, 51, 68, 92 ...). Les vitrines des boutiques ont payé un lourd tribu à l'explosion. Certains commerces, en particulier installés dans des halles, n'ont toujours pas rouvert (magasins de sport ...) (1)

Pourtant située à deux kilomètres, l'Université de Toulouse le

Mirail (presque 30 000 étudiants en temps normal) vient à peine de rouvrir. Et il faut voir comment ! On a l'impression que l'Université a été construite sur un champ de mines : les murs éventrés ont été rafistolés au placoplâtre, les baies vitrées sont maintenant en contreplaqué. Des bâtiments entiers restent interdits, la grande Arche et la Maison de la Recherche sont menacés d'effondrement. Dans les bibliothèques, les ouvrages sont couverts d'une épaisse couche de poussière (amiante ? autres matériaux de construction dangereux pour la santé ?), des morceaux de verre sont encore plantés dans des livres. Deux lycées professionnels, pratiquement rasés par l'explosion, sont fermés, leurs élèves "transplantés" aux quatre coins de la ville. Le Stadium, le Zénith sont toujours inutilisables. Les piscines du secteur sont fermées, de même que les installations sportives (dont celles de l'île du Ramier). L'AFPA, complètement soufflée, en a été réduite à passer des communiqués dans la presse pour tenter de reconstituer une liste de ses stagiaires. L'hôpital Marchand offre un aspect lunaire. Ses malades ont été éparpillés jusqu'à Bordeaux, éloignés de leurs familles. Le personnel a dû se battre pendant des semaines pour que le devenir des malades (il s'agit d'un hôpital psychiatrique) soit un peu pris en considération....

Les destructions partielles s'étendent sur plusieurs kilomètres. Par une bizarrerie de la physique des ondes et de la résistance des matériaux, des bâtiments, des appartements intacts voisinent avec des façades enfoncées, des toits crevés. Les dégâts sont impressionnants sur les petits pavillons ouvriers autour de l'usine (certains ont été traversés par des barres de fer projetées de l'usine par l'explosion). Beaucoup sont encore totalement inhabitables. Dans les cités (ce sont bien sûr des HLM et autres habitats pour ouvriers et personnes modestes qui ont été construits au fil des ans près du site) on ne compte pas les façades enfoncées, les cloisons effondrées, les carrelages décollés, les portes bloquées, les fenêtres éventrées... Beaucoup d'ascenseurs ont

(1) Curieusement, la Chambre de Commerce, qui a organisé une "marche orange" contre la petite délinquance n'a pas cru bon, à notre connaissance, d'organiser la moindre marche contre AZF. Peut-être que la Chambre de commerce n'a pas entendu l'explosion ?

IV - SIX MOIS APRÈS...

Six mois après la catastrophe, *"Chimie, ça repart"* peut-on entendre ou lire de plus en plus souvent (l). Petit à petit, les politiciens, les patrons et responsables d'industrie, les gouvernants qui sont les véritables responsables de nos malheurs, sont en train de nous expliquer, aidés en cela par bien des organisations ou associations réformistes, profitant de l'aubaine pour tirer la couverture à eux, au travers des médias, faisant en cela le sale boulot pour lequel ils existent, que cela va repartir dans la plus stricte sécurité garantie par le label créé pour la circonstance et qu'il est donc inéluctable pour la population de vivre à nouveau avec la bombe pour compagne quotidienne.

C'est balaise : ils arrivent même à faire descendre les bons ouvriers dans la rue pour nous dire que leurs usines, elles sont les plus belles, les plus sûres et eux, ils sont les meilleurs et que nous ne risquons rien, c'est garanti par le label cité plus haut ! Et puis, *" faut bien travailler ma brave dame, mon brave homme, pour manger... "*. Mais là, je me dis qu'enfin, il faut plus être grand chose pour accepter de reprendre le travail dans une usine où des amis, des collègues de travail, de galère sont tombés, ont crevé par la faute de Mr Total et de l'État, pour défendre des emplois servant à fabriquer de la mort, à tuer des gens à l'autre bout de la planète (et à l'occasion à Toulouse, alors que nous avions déjà toutes les garanties de sécurité), tout ça dans un seul but : le seul profit du système capitaliste. Ne faudrait-il pas plutôt s'organiser autrement, pas avec un slogan créé pour manipuler, mais s'organiser pour une vie utile à l'homme et à la planète, plutôt que de participer à créer sa propre misère en fabriquant tous les jours de la mort pour... le SMIC:, ou même un peu plus ? Qu'est-on prêt à accepter avant d'avoir la conscience de la révolte, enfui, la révolte, j'veux dire si révolution sociale.

Je mesure le cul que j'ai eu, et vous aussi, que cela n'ait pas pété plus grave, et je me dis qu'on n'aura peut-être pas deux fois la même chance et ça, je crois que c'est une chose qu'il nous faudrait utiliser intelligemment. Et pour cela il ne tient qu'à nous de nous organiser.

Une dernière chose pour conclure provisoirement : ma grand-mère, à l'époque où nous habitions à Bagatelle, me disait " un jour, ça va nous péter à la gueule ". . . Moi, j'étais gosse, j'avais 7 ou 8 ans. Je l'avais jamais oublié, elle avait raison !

complices du pouvoir.

C'est ainsi que l'on peut lire dans divers textes émanant de ces "représentants" des revendications contradictoires qui permettront à tous les politicards de retourner leur veste. Par exemple dans "Pour un moratoire sur l'avenir de la chimie toulousaine", signé par des individus bien

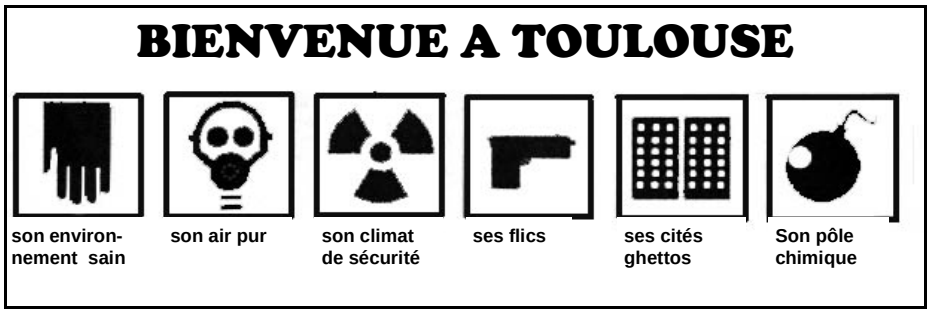
Interdits de parole

connus pour leur multiples accointances politiques, on exige en même temps la "suspension" du site et le maintien de l'emploi des travailleurs du site. Comment s'étonner dès lors, avec cette langue de bois qui a envahi les sphères dirigeantes du collectif, du recul de la mobilisation ?

Les lycéens (un mort, des dizaines de blessés et de mutilés graves) n'ont pas eu droit à la parole lors du débat "démocratique".

Massés devant le "Centre des congrès Pierre Baudis", i ls scandent "Etat, patrons assassins !". Protégés par un cordon de CRS armés jusqu'aux dents, les sbires (clandestins ou avoués) d'AZF, les Zélus et les administrations à leur solde, les "représentants associatifs" discutent entre gens de bonne compagnie. Un débat truqué dont le seul objectif est de servir de caution "démocratique" à la réouverture du pôle.

Quant aux lycéens, on leur promet la reconstruction du lycée rasé par l'explosion ... exactement là où il était, tout près d'AZF. Ils seront aux premières loges pour profiter de la réouverture du pôle chimique. Alors, les jeunes, c'est pas beau, la "démocratie" ?



été inutilisables, certains le sont encore, ce qui indique que les bâtiments ont beaucoup "bougé" et sont peut-être dangereux. Plusieurs semaines après l'explosion, de nouvelles dégradations apparaissent. Ainsi, lors de la mise en route des chauffages collectifs, des fissures inaperçues des tuyauteries et des radiateurs ont provoqué des inondations dans les parties communes ou les appartements.

Moins impressionnante que les bâtiments : la destruction des objets du quotidien est tout aussi handicapante. Avoir un appartement ravagé par l'explosion, cela veut dire, selon les cas, ne plus avoir de machine à laver, de gazinière, d'armoires, de fauteuils, tables, vêtements, rideaux, avoir les moquettes arrachées, ... Même avec les factures, les assurances ne remboursent pas la valeur d'usage de l'objet, mais une valeur résiduelle (2). C'est ainsi que des familles se retrouvent au milieu des courants d'air, avec des bâches qui font un bruit d'enfer dès qu'il y a du vent, sans pouvoir faire décemment leur cuisine. A ajouter sur le plan matériel : de nombreuses voitures ont été détruites ou endommagées. Là aussi, les assurances rembourseront ce que bon leur semble, et leurs propriétaires se rendront au travail en transports en commun ... s'ils existent. (3)

Total-Fina-Elf doit payer

Tant qu'on parle des assurances ; il est certain que les dégâts matériels ont un coût. Mais, pourquoi serions-nous en même temps les victimes et les payeurs ? En effet, si les dégâts sont remboursés par des assurances, c'est finalement nous tous (à travers l'augmentation des primes qui a déjà commencé) qui payerons, de même si ce sont les collectivités publiques (nous payerons à travers nos impôts). Il est clair que les dégâts doivent donc être remboursés par le groupe Total-Fina-Elf sur ses bénéfices (qui sont considérables). Autre point : le matériel, passe encore. Mais l'humain ? Tout n'est pas dans

(2) Un très beau canapé de cuir, acheté par une famille autour de 15 000 francs pour le mariage est remboursé par les assurances ... 700 francs, malgré son état neuf, 15 ans après.

(3) Aller par exemple des Pradettes travailler à Fenouillet en transport en commun est un vrai plaisir.

la vie une question d'argent. Tout ne se vend pas, ne s'achète pas. Les responsables de Total-Fina-Elf nous doivent aussi un dédommagement sur ce plan, sur le plan moral, sur celui de nos souffrances (4). C'est peu de dire qu'ils ne se sont pas sentis obligés de le faire à ce jour. Or, la population des quartiers aurait tant de choses à leur dire...

31 morts cette fois, 300 000 la prochaine ?

AZF, ce n'est pas fini, puisque même après que 1e site ait été "sécurisé', nous avons continué à respirer des vapeurs diverses Le 29 octobre, ce sont plus de 9 tonnes d'ammoniac qui ont été déversées dans la Garonne avec les conséquences que l'on sait : destruction de milliers de poissons, arrêt des stations de pompage qui approvisionnent en eau potable les villes situées en aval de Toulouse. Et surtout il y a un aspect dans ce bilan, encore provisoire qu'il ne faut pas oublier : c'est l'augmentation du risque. La présence d'un site chimique aux portes d'une ville fait courir aux habitants un grave danger. Mais la persistance d'une partie de ce site après une explosion de cette ampleur constitue plus qu'une non-assistance à personne en danger c'est un crime potentiel. Quand on voit l'ampleur des destructions à distance, comment ne pas penser que les autres usines chimiques autour d'AZF ont été gravement secouées et offrent encore moins de garanties qu'elles n'offraient avant ? Comment ne pas penser que, malgré les vérifications et l'entretien dont on nous assure (mais on nous rassurait aussi avant l'explosion pour AZF) des tuyaux, des cuves peuvent être fissurés, des structures atteintes, des négligences exister ? Une fuite du phosgène de la SNPE assassinerait tous les humains sur un rayon d'au moins 5 km. L'application la plus élémentaire du "principe de précaution" impose la fermeture immédiate et définitive de l'ensemble du site.

(4) Les dirigeants de Total-Fina-Elf trouvent certainement normal qu'un gosse qui détruit une voiture soit envoyé en prison. Alors, que pensent-ils du sort qui devrait être réservé aux responsables de la destruction de quartiers entiers, de véhicules par dizaines, et de 31 morts ?

Fermeture des usines de mort : La CNT dénonce les débats truqués

Dans sa tribune de "La Dépêche du Midi" du 22 décembre 2001, Jospin nous déclare "*Un travail de concertation sans précédent a été mené à Toulouse, avec les élus, les associations, les syndicats, les industriels. Beaucoup d'habitants y ont participé*". L'expression signifie que les règles de la démocratie ayant soi-disant été respectées, l'État pourra décider à notre place.

La CNT-AIT de Toulouse l'avait dénoncé par avance. Dans sa déclaration à la presse, Jospin fait en effet allusion à "la semaine de débats" débutée le 22 novembre sous un chapiteau place du Capitole et qui fut clôturée le 30 novembre au Centre des congrès Pierre Baudis par un curieux débat public. Bien entendu, nos gouvernants ont pu se prévaloir de ces débats pour décider ensuite à Paris de nos conditions de vie. Le piège était simple. Il s'agissait tout bonnement d'y faire "participer" le Collectif "Plus jamais ça" à Toulouse d'abord, puis à Paris, pour apporter une caution démocratique au processus d'étouffement des revendications.

Voyant le coup venir, nous avions appelé en conséquence à dénoncer la manœuvre et à manifester en opposition à la réouverture du pôle chimique. Nous avons bien été les seuls à le faire ! Le 30 novembre à 15 heures, des militants et sympathisants de la CNT-AIT, rejoints par plus de 500 lycéens, étaient présents devant le Centre de congrès P. Baudis. Une compagnie de CRS armés et casqués aussi. Ils étaient là pour défendre le ministre de l'environnement et pour empêcher toute expression de la population qui n'ait pas été filtrée par les élus ou les "représentants".

Collés aux CRS, les manifestants criaient : "État, patrons, assassins !". La place était pleine de manifestants. Mais à notre grande surprise, un membre du Collectif "Plus jamais ça", également président de l'Association des sinistrés du 21, venu nous demander la parole s'exprima pour demander aux jeunes de ne pas être violents et de bien vouloir repartir chez eux ... Que répondre à cela ? A la réflexion, la preuve était faite qu'il s'agissait d'un débat public fermé au public ce que nous avions prévu. Mais, et c'est ce qui est le plus grave, nous étions dans la plus pure tradition des manœuvres patronales et politiciennes avec des représentants syndicaux ou associatifs qui se font plus ou moins consciemment les

AZF : l'art de la manipulation

L'explosion de l'usine AZF de Toulouse a constitué la principale catastrophe industrielle survenue en France depuis la guerre. Quatre mois après, rien n'est, bien entendu, terminé. Une partie de la population vit toujours dans des appartements soufflés ou des bungalows. Les algécos, qui ont "provisoirement" remplacé bon nombre d'établissements publics, semblent faits pour durer. Après toute une série d'expertises, la justice reconnaît qu'il y a eu de nombreux manquements à la sécurité, qui sont responsables de l'explosion, mais, aucun dirigeant de l'entreprise n'a été inquiété pour autant, comme s'ils n'étaient pas du tout coupables. Bref, les choses s'enlisent. Ou plutôt, "on"les enlise. Voici comment.

Il faut tout d'abord rappeler que le groupe TOTAL qui détient la majorité des actions de la "Grande Paroisse" est un groupe financier de dimension internationale. Présent sur tous les continents, il a l'habitude de mettre sous sa coupe des régions entières, comme c'est le cas par exemple en Birmanie. Alors, tant que les gens ne bougeront pas vraiment, ce n'est pas une catastrophe -une de plus- qui va modifier sa stratégie.

Explosion ou pas, Total-Elf-Fina a encaissé en 2001 quelques 40 milliards de francs de bénéfices. Et c'est ça la seule chose qui compte pour ses dirigeants et ses actionnaires.

Avec de tels moyens, rien d'étonnant à ce que l'information concernant l'explosion d'AZF diffusée par les médias nationaux semble tout droit sortir de chez le directeur de la communication de Total-Elf-Fina. D'autant que, prenant exemple sur les militaires qui larguent sur les civils une tonne de bombes accompagnées d'un sac de nouilles, Total se crée une image positive. Partenaire de la Croix Rouge ici, sponsor du Dakar là-bas, ... ces investissements bien peu onéreux lui permettent de se donner à bon compte un rôle de mécène et d'humaniste ... tout en "oubliant" de payer les dégâts de l'Erika et d'AZF.

Avec un tel "partenaire", rien d'étonnant non plus à ce que, dans le cas de Toulouse, les politiques aient déployé tout leur art pour nous faire avaler leurs décisions sous couvert de démocratie. Un des exemples de ce savoir faire politicien est l'organisation de pseudo- débats, qui ne servent qu'à cautionner des décisions autoritaires.

Les pouvoirs publics : incapables de prévenir, gérer, réparer

Mairie (centre-droite/droite/extrême-droite), Gouvernement et Département (socialistes, communistes, verts), Région (les mêmes plus les trotskistes) se renvoient la balle de la responsabilité. Il est facile de les mettre tous d'accord : comme le problème AZF (ex ONIA) n'est pas nouveau mais existe depuis quelques 80 ans, tous ceux qui se sont succédés aux différents échelons du pouvoir depuis portent leur part de responsabilité.

Incapables de prévenir

Longtemps, les pouvoirs publics (ou l'entreprise, qui, étant publique, était sous leur contrôle direct) ont affirmé qu'il n'y avait aucun danger. Par la suite, le site (avec une petite zone d'habitation, ridiculement petite, autour) a été classé Seveso. Dans ce temps là, on nous affirmait que toutes les mesures de sécurité étaient prises, et que, si vraiment par le plus improbable des cas, il y avait le moindre danger, il suffisait de se confiner chez soi, selon les indications d'un petit dépliant mis par la Drire (le service officiel chargé de la prévention) dans les boîtes au lettres du quartier. L'histoire a tragiquement démontré le mensonge des pouvoirs publics et le caractère dérisoire de leur protocole de survie : impossible de se confiner dans des bâtiments fissurés, aux vitres explosées… Renseignements pris, il paraît que les spécialistes en sécurité d'Elf, de la Préfecture, du Gouvernement n'avaient jamais pensé que ça pouvait exploser ! Heureusement pour la population, les gaz libérés par l'explosion n'étaient pas dangereux (ou pas suffisamment concentrés ou pas immédiatement nocifs) pour cette fois. Cette incapacité à prévenir le risque (et même tout simplement à le penser) en dit plus sur la réalité de ceux qui nous dirigent que de longs discours. Leur attention sur les dangers avait pourtant été attirée depuis des années par des militants. Ils ne peuvent pas dire qu'ils ne savaient pas, tout comme aujourd'hui ils savent le risque que nous fait courir la SNPE.

Incapables de gérer.

Le jour de la catastrophe a été un jour de pagaille épouvantable. L'incurie des pouvoirs publics a été à son comble. Les pompiers, les secouristes, les professionnels de santé (libéraux comme hospitaliers) se sont défoncés pour répondre aux urgences, mais ils ont travaillé dans des conditions lamentables : manifestement, la police n'avait même pas pensé à régler la circulation aux principaux carrefours de la ville ! Résultat : des bouchons inextrica-

bles à n'en plus finir et l'impossibilité de circuler, même pour les véhicules des pompiers.

La préfecture n'a pas pensé non plus à réquisitionner une radio pour donner au fur et à mesure à la population les informations indispensables. Les médias audio-visuels n'ont diffusé les premières heures que des bribes d'information, souvent en boucle, parfois totalement fausses (créant ainsi des paniques "à la bombe" dans toute la ville). Résultat : les gens se sont précipités sur les téléphones. Toutes les lignes ont été saturées. Il était impossible d'appeler du secours en cas de besoin. Dans de nombreux lieux, aucune consigne de sécurité ni information n'est parvenue. Quand elles sont arrivées, ça été de façon contradictoire : aux Pradettes, des policiers ont voulu obliger les gens à évacuer leurs appartements (qui ne menaçaient pas de s'effondrer) alors que la radio rappelait pour la énième fois les consignes de confinement ! Aucune sirène ne s'est déclenchée contrairement à ce qui est prévu par tous les plans. Il paraît que la sirène d'AZF avait sauté. Un comble pour un outil majeur de sécurité ! Il paraît aussi qu'on n'avait pas prévu qu'elle puisse être en panne. Mais il y a des sirènes sur les principaux bâtiments publics. On les entend le premier mercredi de chaque mois à midi. Le 21 septembre, on n'en a entendu absolument aucune. Tantôt les pouvoirs publics demandaient aux médecins de se rendre au Capitole, puis de ne plus y aller, puis pareil avec les psychologues… En gros, tout ça montre qu'ils ne savaient ni ce qu'il fallait faire ni comment. Rien n'était réellement prévu, et l'incapacité des pouvoirs publics se serait révélée désastreuse sans l'extraordinaire sang froid et la solidarité de tous ceux qui, spontanément, se sont affairés à tirer les gens des décombres, à transporter comme ils l'ont pu les blessés vers les hôpitaux, à retrouver les enfants perdus, les personnes âgées désorientées…

Incapables de réparer

Tout ou presque reste à faire. Deux mois après, les pouvoirs publics - tous confondus- n'ont toujours pas été foutus de prendre les choses en main, c'est-à-dire de faire les réparations dans les habitations. Ils ont fait réparer le Conseil régional. Ils ont implanté (derrière le parking du Casino…) quelques abris préfabriqués (avec un toit en V dessus, pour faire maisonnette), nettoyé les gravas, et pour le reste … débrouillez-vous avec votre propriétaire. Les experts sont passés, une fois, deux fois, parfois trois, des photographes aussi, des visiteurs variés... Résultat des courses : au mieux on nous a mis du plexiglas et recloué la boite des volets roulants, ces derniers restant coincés en haut ou en bas !

là. Alors symboliquement, en allant place du capitole pour une manif contre le Nucléaire, j'ai pris mon temps pour admirer en passant devant AZF le soleil reluisant sur les poutrelles enchevêtrées du vaste champ de bataille. Effroyable, fascinant, ce squelette du capitalisme effondré ... Tout un symbole... avec des morts dedans. En arrivant au Capitole, c'est épatant. Plus de 8 000 personnes et pleins de drapeaux rouges et noirs qui battent au vent. Au milieu de la place, la bourgeoisie toulousaine de gauche s'est habillée en tenue des champs. Greenpeace et les verts font dans le symbole, dans le message ludique et si peu dérangeant. Monument en boites de conserves repeintes anti-nucléaires, spectacles de rue avec "Zartistes" gesticulants, discours en tribune d'élus et autres princes du boniment, ça passe le temps. Pendant ce temps, les drapeaux noirs frôlent les drapeaux rouges et noires. A.L., F.A., O.C.L., CNT-A.I.T (les copains de Bordeaux sont là avec une méga banderole), CNT-Vignoles, et des autonomes. Quel symbole ! C'est sympa tout ça ... de temps et temps. Il y en a qui tchachent, d'autres qui se côtoient sans mot dire. A faire se pâmer Raynaud, fauteur de "Unité pour le mouvement libertaire", ce libertaire aboyant. Lorsque la manif se met en marche, tout notre beau monde noir et rouge s'engouffre dans les premiers rangs du cortège, coupant la route à la bourgeoisie verte au propre comme au symbolique. Et les anars, poumons au vent, se mettent à gueuler admirablement "NI ROUGE, NI VERT, SORTONS DU NUCLEAIRE", "COCHET, VOYNET, L'ETAT A SES LAQUAIS". Putain quel soleil, quel beau temps ! On les a fait chier tout le temps ces salopards de verts qui gueulent dans la rue... et trônent au gouvernement ! Les petites dames de chez Greenpeace (l'écolo-épicier ambulant), nous ont trouvé violents. C'était charmant ! A la fin, la manif retournait au Capitole toujours rutilant avec ses putains de fenêtres au soleil. En arrivant, tous les anars ou approchants ont fait aux verts une haie de la honte, avec noms d'oiseaux, slogans symboliques et pets tonitruants.

Je sais, les manifs c'est pas grand chose, c'est symbolique, c'est fait pour perdre son temps. On s'y amuse de temps en temps, on s'y désole le plus souvent, ça dépend des symboles et du temps. Mais faut pas désespérer, reviendra le temps où les symboles ne seront plus suffisants, où les cortèges feront des foules, où les foules auront tant d'orages qu'elles changeront le cours du temps.

gueule en quelques heures, ça passe du coin de ciel bleu au crachin en un rien de temps, ça change rien à la saison, mais dans le fond ça donne du piquant à la vie, de l'imprévu, du contre temps. Au boulot, ça ne change jamais. C'est toujours gueule d'enterrement, grande gueule et gueule de con. A la vie c'est pareil, c'est toujours pareil, des vitrines qui brillent, des pères noël payants et mes poches sans rien dedans. Y'a que le temps et les manifs pour changer les idées et le cœur du militant.

En Octobre, j'ai connu ça, un changement de temps en un week end, en un rien de temps. J'avais attaqué le vendredi soir par une manif sous un sale temps. C'était une manif de "plus jamais ça", le collectif des sinistrés d'AZF piloté d'une main ferme par la LCR, la Ligue de Contrôle des Révoltés. Ils appelaient à un énième rassemblement devant le capitole pour gueuler contre le manque de relogement. On était un tout petit mille à battre le pavé devant le château du Capitole avec ses vitres d'un autre temps. Avec quelques copains et copines, on a distribué un tract de la CNT réclamant la fermeture définitive du site chimique, et puis je ne sais pas ce qui m'a pris - trop de temps ou temps à perdre ?- je me suis mis à suivre le cortège qui entamait l'inévitable tour en centre ville derrière les banderoles et un vieux car d'écolos puant le gaz d'échappement. Il se murmurait qu'il y avait une surprise à l'arrivée... une réquisition! La LCR allait-elle enfin faire la révolution ? Walhou ! En guise de réquisition, après une petite heure de marche parmi les passants indifférents qui prenaient leur temps, on arrive à Esquirol et on apprend que la réquisition est symbolique. C'est tout nouveau, c'est épatant ! Une réquisition symbolique, c'est un vieux bâtiment que les gradés de la LCR réquisitionnent à votre place, mais que l'on ne peut pas occuper, ni même visiter parce qu'il y a le service d'ordre "spécial LCR" à la porte d'entrée. On peut admirer les gradés qui saluent la foule, graves et solennels à la fenêtre, on peut boire un coup pour 10 F, et manger un sandwich pour 15 F au pied de l'immeuble symbolique. L'avantage avec les symboles, c'est que cela résiste au temps. Les sinistrés eux -qui entre nous, soit dit en passant, se font de plus en plus rares dans ces manifestations dérisoires- n'ont pas eu le temps de venir voir le symbole. Avec ce mauvais temps qui arrive, ils leur faut s'occuper des papiers et des démarches pour quelques francs. La nuit fut froide et agitée, je me réveillais tout le temps. Je rêvais d 'orage, de bâches déchirées et de Capitole sans fenêtres. Le lendemain, il faisait froid, mais le soleil était

Les pouvoirs : champions pour étouffer la révolte

Incapables de prévenir, de gérer, de réparer, les pouvoirs publics se sont révélés des champions pour dégonfler la colère de la population, en divisant pour régner et en encadrant pour manipuler.

Diviser pour mieux régner

Il est vrai que les pouvoirs ont joué sur du velours : beaucoup de personnes ont été littéralement sidérées par l'explosion (certains blessés ont même été dans l'incapacité de faire des déclarations d'accident du travail !), et beaucoup d'autres ont été plongées dans la déprime. Tout de suite, une aide financière a été débloquée : 2 000 francs par sinistré, 1000 francs de plus pour la première personne à charge… Pour ceux qui ont tout perdu, le montant est dérisoire, mais indispensable à la survie. Entre les queues à la CAF pour faire le dossier, revenir parce qu'on n'a pas pu passer à temps, l'entretien avec l'assistante sociale, retrouver les papiers qu'elle vous demande, les rapporter, refaire la queue pour aller chercher le chèque… ça vous pompe de l'énergie quand vous êtes choqué et que vous vivez dans des conditions épouvantables. Si vous êtes célibataire, vous recevez enfin vos 2 000 francs. Un soutien ridicule par rapport à ce qu'ont touché les flics (30 000 francs), qui n'ont pourtant été d'aucune utilité ! Manifestement, tout toulousain ne mérite pas le même soutien. Tant d'inégalité, ça vous coupe les pattes. Certains sont relogés, d'autres pas. Sur quels critères ? Mystère. C'est au cas par cas. De même, on vous a dit que la taxe d'habitation serait revue. Et quand vous la recevez, c'est la même que l'an dernier. Vous n'étiez pas dans les bons cas. Alors, re belote, la queue aux impôts, il faut s'expliquer, sortir de nouveaux papiers… Les impôts pouvaient pas savoir que votre immeuble était sinistré ? Ils devraient lire le journal ! (1) Et les assurances, il faut retrouver les factures … et tout est comme ça, vous y passez vos journées. Si vous travaillez, où trouver le temps pour faire les papiers, les réparations urgentes, la bouffe ?… Et si vous

(1) Dans les immeubles sinistrés, même si par cas votre appartement n'a pas été touché, les infrastructures collectives (ascenseurs, chauffage, portails, électricité...) l'ont été et vous en avez les répercutions au quotidien.

êtes déprimé (il y a de quoi), tant de complexité, de paperasserie inutile vous pousse soit à tout abandonner, soit à ne plus vous occuper que de vous, pour vous en sortir, comme si les autres n'existaient plus.

Encadrer pour manipuler

D'abord, encadrer les esprits : cela a été le rôle essentiel de la rumeur. En lançant et en entretenant la rumeur selon laquelle il se serait agi d'un attentat commis par un musulman (traduisez : un arabe), une fraction du pouvoir a réussi à disqualifier la revendication d'une bonne partie des sinistrés (qui parfois se sont sentis obligés de se "justifier" !), à créer une fracture supplémentaire entre les victimes (certaines ne parlent plus à leurs voisins arabes), et surtout à détourner la colère qui commençait à se cristalliser sur Elf (2). Pour ceux qui ne se sont pas laissés tromper par ces manœuvres diffamatoires, le grand jeu a été sorti : l'encadrement du mouvement populaire de révolte par les militants professionnels. Comme nous l'écrivions dans notre précédent numéro, les grands partis étaient absents de la première manifestation, le 24 septembre, mais, qu'on nous permette de nous citer : "ils ont leur joker : la LCR". Ce joker a bien travaillé, il a permis à ses alliers de gauche (c'est-à-dire du pouvoir d'État) de revenir sur le devant de la scène pour noyer la revendication populaire dans les manifestations officielles. Les trotskistes servent aussi de cheval de Troie dans le collectif "Plus jamais ça" (qui regroupe des gens sincères mais aussi des vieux requins) pour avancer des revendications "raisonnables" (par exemple… la réouverture partielle du site !). L'organisation de débats par le gouvernement (le premier à Toulouse, le dernier à Paris) pour "décider" de ce qu'il convient de faire du site entre dans la même logique : nous fatiguer, nous endormir pour rouvrir les usines de mort comme s'il ne s'était rien passé.

(2) La CNT-AIT a aussitôt dénoncé cette campagne raciste de désinformation. Entre autre, elle a adressé à la famille un courrier : *« Notre syndicat voudrait, par ces quelques lignes et en toute simplicité, vous témoigner notre sympathie dans le deuil qui vous frappe. Nous voudrions aussi vous dire combien nous avons été écœurés par la campagne de calomnies dont Monsieur Hassan Jandoubi a été la victime. Nous nous sentons concernés par ces attaques ignobles contre un travailleur, décédé, victime du capitalisme. Nous vous assurons que nous participerons à la dénonciation de ces calomnies en exigeant que des excuses vous soient officiellement adressées et qu'un hommage soit rendu à) Monsieur Hassan Jandoubi. (…)* » -NDLR

Seveso et nucléaires ? DES MILLIERS) ni le principe d'égalité. L'enjeu de ces débats n'étant rien moins que nous faire accepter les risques industriels et nous convaincre au sacrifice pour le bien des grands patrons.

Un débat parfaitement verrouillé

.Sur ce point, lisons ce que dit un des membres du "collectif plus jamais ça" le 18/11/2001 : *"Le débat que nous propose Mr Jospin est en fait très verrouillé : il doit nous amener à des choix qui sont déjà dans les cartons du gouvernement et des industriels . ... A Toulouse , l'explosion d'AZF nous donne droit, en plus, à une journée préparatoire et à un débat de deux heures sur le pôle chimique. Cela permettra à Mr Jo.rpin de dire qu'AZF ne reprendra pas. Mais pour la SNPE, quoique très fragilisée par l'explosion et le scandale des permis de construire, son sort reste lié à la pression des Toulousains dans la rue et dans les débats".*

On ne saurait mieux dénoncer la mascarade de la démocratie menée par le capitalisme et le rôle du rapport de force dans la lutte. Ce rapport de force, il est évident que les politiciens ET LES SOI-DISANT SYNDICALISTES tentent de le saper et de le réduire au minimum de l'intérieur même du collectif par des manœuvres et des interventions tendant à faire diversion et à diviser la population. Ils ne reculeront devant rien pour imposer la vision du patronat et défendre les intérêts des puissants. Ils ont déjà essayé de donner du crédit aux pires ragots, de calomnier des morts et de diffamer des militants sincères, ils ne s'arrêteront pas là. Les militants de la CNT AIT, s'ils ne participent pas au collectif "plus jamais ça" car ils n'aiment pas côtoyer les politiciens et les élus qui ont l'aplomb d'y traîner, se rangeront dans cette affaire aux côtés de ceux et celles qui luttent à la fois pour la réparation des dommages et pour qu'il ne se reproduisent plus.

De plus, nous pensons que si nous ne voulons pas être les victimes du capitalisme comme nous l'avons été le 21 septembre dernier, nous devrons en sortir définitivement par la révolution sociale et libertaire.

Des manifs par tous les temps

Les manifs, c'est comme le temps. Il y a des jours avec soleil et des jours sans. Les manifs d'automne, ce sont les pires. Le ciel change de

deuil. Puis les entendre clamer le 25 octobre que les salariés ont confiance dans "leur entreprise"... même après l'explosion du 21 Septembre. S'accrocher à la thèse de l'attentat, c'était s'allier aux thèses racistes et va-t-en guerre de la droite la plus sale. Quant à clamer la confiance dans "leur" entreprise, c'est toucher le fond de la collaboration avec le patronat

Cannibalisme économique

De multiples débats publics ont lieu avec les "syndicalistes". Chaque fois, ceux-ci offrent leur vision étroite de la défense de l'emploi. Les toulousains parlent de "pourquoi produire" et de "pour qui produire". Questions ô combien intéressantes pour de véritables syndicalistes ! Et comme réponse, les syndicats traditionnels ont comme unique argument : préserver l'emploi.

Industrie nucléaire ? Il faut préserver l'emploi. Armement ? Il faut préserver l'emploi. Bombes chimiques ? Préserver l'emploi ! Ce sont de véritables professionnels de la répétition tragique. Nous entrons avec eux dans la culture de la production de richesses grâce à la destruction de nos vies, destruction compensée dans leurs esprits corrompus par la simple évocation de la taxe Tobin.

La culture du cannibalisme économique au nom de l'emploi et la répartition des miettes (salaires de misère, taxe Tobin, RML..) entre les survivants, il fallait oser le dire. Ils le disent et ils le répètent depuis des mois !

De la part de ces "syndicalistes", pourquoi tant d'abnégation à se montrer aussi proches des patrons aux yeux de tous ? Cette abnégation est à la hauteur des enjeux. Le capitalisme, dont Total-Fina-Elf est un fleuron, joue ici une partie serrée. Certes, il doit dévoiler localement le jeu des pseudo-syndicalistes qui le défendent bec et ongles au lieu de se ranger du côté du peuple. Mais, en même temps, il y gagne ce que, en pleine période d'apologie du principe de précaution, n'ont pas gagné les éleveurs lors de l'épisode de la fièvre aphteuse. Là où le principe de précaution justifiait l'intervention militarisée d'un Etat omnipotent, massacreur à bon compte de bestiaux souvent parfaitement sains, le groupe Total-Fina-Elf y gagne le débat. Débats avec les syndicats, débats avec les élus, débats du préfet et de Jospin. Que n'ont-ils débattu avec le simple fermier avant d'abattre ses moutons ?

Visiblement, ce qui était bon pour le petit éleveur ne l'est pas pour le groupe capitaliste. Et ici on ne respecte ni le principe de précaution (combien de morts de fièvre aphteuse ? ZERO. Combien de morts à cause des usines

"A.P.C. : la fumisterie"

ça, sur cinq colonnes à la une, en première page, c'est un titre d'article dans le numéro d'"Espoir CNT", le journal que nous publiions à l'époque... c'était en septembre 79. Nous y parlions d'émanations d'acides trichlorocyanurique et nitrique, d'ammoniaque, de formol... nous y parlions des conditions de travail et des risques d'accidents... Mais la direction répondait à l'époque, le plus naturellement du monde, : "l'usine ne rejette que de la vapeur d'eau".

Circonstance aggravante

"Disons que l'enquête conduite afin de connaître le passé du nommé ..... a permis d'apprendre que ce dernier est très connu de nos services pour son appartenance à divers mouvements anarchistes.
Membre de la Confédération Nationale du Travail, ex-membre du SCALP (section carrément anti Le Pen), ex-membre du groupe ASSEZ FUME"
Les quelques lignes sont tirés d'une note de police destinée à "charger" un militant de la CNT-AIT lors de son procès. Cette note figurait dans son dossier remis aux magistrats, en toute illégalité.
"Assez Fumé" a été un des groupes les plus actifs à Toulouse, voici quelques années, dans la dénonciation des méfaits d'AZF.
On voit par cette note que, prévenir la population contre le danger, a été considéré par la police comme presque un délit, en tout cas, une circonstance aggravante !

Toulouse, trois mois après l'explosion

Aucun élu n'a jamais voté contre le complexe chimique. Souvenez-vous en lorsqu'ils vous demanderont d'aller voter.

III - UNE LUTTE LONGUE ET DIFFICILE

Toulouse est en lutte, c'est une lutte longue et difficile, c'est une lutte pour la suppression des usines de mort, comme la SNPE, et pour la réparation des dommages causés aux victimes par le capitalisme.

C'est une lutte longue parce que le pouvoir politique "joue la montre" et veut que l'on oublie, parce que le pouvoir économique joue le pourrissement pour moins payer et pour continuer ses profits.

Dès le 21 Septembre au soir, nous dénoncions les coupables : le groupe Total et la logique capitaliste. Puis la CNT-AIT dans le tract "Nous accusons", diffusé à 5 000 exemplaires le 29 septembre, donnait sa position en avançant deux axes majeurs autour desquels allaient d'ailleurs se cristalliser deux mois de manifestations diverses :

1) Réparation immédiate et complète des dommages subis, que le groupe Total-Fina-Elf doit payer

2) Fermeture immédiate et définitive des usines de mort, des sites classés SEVESO et des centrales nucléaires.

Après la période de deuil et de choc, les militants toulousains ont ainsi commencé à se faire entendre et ont encouragé la mobilisation et l'organisation à la base dans les quartiers. Dans cette optique, nous avons par exemple aidé une action des habitants d'Empalot, organisé deux réunions publiques, plusieurs affichages et la diffusion de 10 000 exemplaires de "Un autre futur" dans les boites aux lettres des quartiers. En même temps, nous participions aux différentes manifestations organisées par le collectif "Plus jamais ça". Ce collectif, revendiqué sur Internet par les misérables politicards qui collaborent aux différentes instances dirigistes de ce pays, est traversé par d'importants clivages qui, au départ peuvent désorienter, mais qui en fait sont dus au rôle important de levier de ce collectif. Il est évident qu'aujourd'hui, ceux qui veulent freiner l'action de la population toulousaine doivent freiner ce collectif de l'intérieur. C'est pourquoi d'un débat à l'autre, d'une action à l'autre, apparaissent de grandes différences à la fois et dans la conception et dans le discours. Il y a eu des actions virtuelles et à visées médiatiques, menées par les politiciens (comme le 19 octobre) et d'autres actions plus intéressantes comme celle du 21 Novembre. Dernière contradiction en date, dans laquelle on reconnaît la griffe des gauchistes : l'appel à une mobilisation massive le premier décembre ... alors que Jospin est présent à Toulouse le 30 novembre pour discuter de l'avenir du pôle chimique. Le 30, il n'est prévu

que quelques actions. Ce clivage au sein du collectif est dû à deux facteurs qui font contrepoids aux politiciens : la présence active de libertaires et d'écologistes (non verts) très clairs sur la dénonciation du mode de production capitaliste d'une part et l'arrivée au sein du collectif de sinistrés regroupés en associations d'autre part. Ainsi, à l'intérieur de ce collectif, la voix de ceux qui demandent la fermeture du pôle chimique est de plus en plus appuyée par ce seul et simple fait : les toulousains veulent majoritairement la fermeture du pôle chimique AZF, SNPE et TOLOCHIMIE.

A cette demande, les militants syndicalistes, trotskistes, verts, socialistes et communistes, vont opposer différentes manœuvres pour permettre de gagner du temps(1). La principale est de séparer la revendication des réparations des dommages de celle de l'exigence de la fermeture définitive. Avec le plus grand culot, ils font semblant de demander publiquement à l'État et aux pouvoirs publics (c'est-à-dire à eux mêmes, puisqu'ils sont les chefs absolus des trois principaux pouvoirs : étatique, régional, départemental) de bien vouloir agir, vite ! Ils organisent des débats avec des politiciens (dont Simon, minorité municipale, présent le 11 novembre 2001 à Basso Cambo) qui sont opposés à la fermeture du site. Ils organisent des chamailleries politiciennes où chacun des partenaires (des complices ?) au pouvoir se renvoie la balle... A chaque fois que des sinistrés eux -mêmes évoquent la nécessité d'en finir avec la bombe à retardement qu'est la SNPE, on leur répond qu'il est urgent pour eux de ... demander des fenêtres. Notons encore une fois, que ceux qui se concentrent sur le seul problème des fenêtres sont aussi les amis de ceux qui ont le pouvoir de les placer (et ne le font pas !). Alors pourquoi tant insister sur les conséquences ? Conséquences que l'on cultive par ailleurs, comme si la France ne possédait pas le moyens de réparer en huit semaines quelques milliers de portes et fenêtres, pour parer au plus pressé sur ce plan ! Pourquoi tant d'obstination à ne pas vouloir agir aussi sur la cause ?

Dans cette contradiction interne au collectif, après la gauche et l'extrême gauche, les syndicats vont montrer concrètement leur vrai visage et monter au créneau au nom de la défense de l'emploi. Nous les verrons, les uns le 19 octobre, faire semblant de réquisitionner un balcon avant de le rendre au bout de 30 minutes à son propriétaire. Nous pourrons entendre les autres, des syndicalistes CGT, FO, s'accrocher à la thèse de l'attentat au mépris de l'honneur de toute une famille d'ouvriers touchée par le

(1) C'est une habitude : Socialistes, communistes, verts et le gouvernement qu'ils composent après avoir usé les protestataires viennent d'imposer l'ouverture d'un aéroport à Chaulnes contre l'avis des populations, comme ils ont imposé la réouverture aux camions du tunnel du Mont Blanc.